

Avril 2018 : « L'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises ».

(UNIKIN), l'ONG belge Broederlijk Delen (BD) et Réseau Organisation des Droits Humains et d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne (RODHECIC)

Le 26 avril 2018, le Département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), en collaboration avec et son partenaire Réseau Organisation des Droits Humains et d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne (RODHECIC), ont organisé une conférence-débat qui avait comme thème « L'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises ».

Ce thème provenait du constat d'une pénurie généralisée des biens de première nécessité dont une des causes se situe dans les conflits armés, particulièrement dans les régions extrêmement touchées par l'insécurité comme les Kasai, les nord et sud Kivu et les milieux urbains comme la ville de Kinshasa. Cette situation a eu un grand impact sur les initiatives de la population locale, en particulier sur les activités économiques et sociales des femmes. Elles sont, comme cela a souvent été remarqué, les productrices des biens de consommation dont dépendent une grande partie de la population.

La conférence a eu lieu de 10h à 13h à l'Université de Kinshasa, dans la salle de conférences de la Chaire de Dynamique Sociale (CDS). Il y avait environ une soixantaine des participants. Ce public était composé des enseignants, des chercheurs, des praticiens et des représentants des différentes organisations de la coopération au développement, des professionnels de la santé, de la justice, des médias et surtout des étudiants. Ces derniers étaient en grand nombre.

Après la lecture du programme de la journée, *le Modérateur, le Professeur Basile Osokonda* donna la parole au chef de département, *le Professeur Placide Mumbembe* pour l'ouverture de la conférence. Le Chef de département dans son mot d'ouverture s'est appesanti sur deux points essentiels, à savoir : les difficultés que rencontrent les femmes dans leurs activités quotidiennes et l'importance des échanges entre le monde académique et les associations de terrain.

Dans son speech, le Professeur Mumbembe a fait remarquer que les conflits et l'insécurité causent beaucoup de traumatismes aux femmes. Celles-ci n'ont aucune protection et pourtant elles jouent un rôle remarquable dans la marche de la société congolaise. Dans son cycle des conférences, c'est la deuxième fois que le département d'Anthropologie consacre ce thème à la femme. L'objectif est de mettre sur la carte les rôles qu'elle joue au sein de la société congolaise et l'impact des conflits de différentes natures dont elle sort souvent victime.

Ensuite, il souligna qu'il est important d'avoir un cadre au sein duquel peuvent être mieux appréhendées les recherches en sciences sociales, notamment en anthropologie et tous les enjeux que représente cette discipline pour un développement intégré. Elle ne constitue pas qu'une théorie mais implique aussi le savoir et le savoir-faire. Les objectifs poursuivis par ces échanges, c'est de faciliter une meilleure compréhension des faits de notre société, créer un pont, un cadre de collaboration entre le monde académique (réputé fermé sur lui-même) et les associations de terrain, créer une banque de données audio-visuelles pour l'enseignement.

Ce mot d'ouverture fut suivi par *la présentation des programmes de BD en Rd Congo, par sa représentante nationale, Madame Monique Van Meegeren*. Elle a introduit sa présentation en créant une interaction avec le public, en projetant sur l'écran une photo et en demandant aux participants de l'interpréter. L'image montrait des hommes à pieds poussant un vélo à travers une route boueuse de terre rouge. Sur le vélo était attachée une grande charge. Il s'agissait, suivant l'interprétation d'un participant des *Bayanda* ; nom donné au Kasai central aux cyclistes piétons qui font des milliers de kilomètres pour transporter de la marchandise des villages vers les villes. Ils se sont substitués aux camions qui ne vont plus chercher de la marchandise à l'intérieur du pays à cause du mauvais état des routes.

Après cette séquence, Madame van Meegeren loua d'abord la participation à cette conférence des étudiantes et étudiants qu'elle considère comme une génération en apprentissage. Ensuite elle présenta Broederlijk Delen, une Organisation Non-Gouvernementale belge active en RDC depuis 1961. BD accompagne des familles agricoles, notamment dans les provinces de Kwilu et du Kasai Oriental pour l'augmentation de leur revenu. Elle investit dans l'économie locale et dans une société civile combattive, en promouvant une agriculture familiale grâce à l'accès à des semences améliorées, l'entrepreneuriat rural, la commercialisation et la diversification des activités génératrices de revenu ; le renforcement des organisations de base par l'éducation à la défense des droits. La collaboration a toujours été recherchée au niveau aussi bien local, provincial que national.

Elle a relevé par après la présentation de BD, les axes, les défis et les opportunités autour desquels se réalisent les activités de cette ONG.

Au sujet des axes, BD met l'accent sur l'augmentation de la productivité agricole d'une façon durable, l'assurer de la commercialisation des produits agricoles des ménages par les OPS, la mise en œuvre des activités génératrices de revenus, l'accompagnement des OPS pour qu'elles deviennent performantes et autonomes, le renforcement de la participation des femmes et des jeunes filles au programme et l'assurance des actions de citoyenneté, de plaidoyer et de lobbying.

Quant aux défis, les difficultés auxquelles est confrontée la réalisation des activités sont entre autres l'instabilité politique et insécurité, le faible investissement dans l'agriculture familiale, le manque d'infrastructures, l'accapement des terres, l'analphabétisme, ainsi que le faible taux de participation des femmes.

Par la suite suivirent deux conférences portant respectivement sur *Le rôle des femmes dans la production des biens de consommation* par madame Ingrid Mulamba Feza, doctorante en sociologie (UNIKIN) et *L'impact économique des conflits sur les femmes* par madame Marceline Kisita (point focal RODHECIC).

Dans sa communication sur le rôle de la femme dans la production des biens de consommation, Madame Mulamba Feza a relevé le caractère controversé du statut et rôle que la femme remplit dans les contextes bien divers (au pouvoir, dans le foyer, dans le commerce, etc.) par rapport aux approches et problématiques développées autour de sa personne. Elle a soutenu que la différence de sexes, qui existe dans toutes les sociétés, est toujours en défaveur de la femme.

'Les contraintes culturelles'

Son argumentation fut axée sur cinq points : dans la production des biens, la femme a été enfermée dans une sorte de carcan suite au contexte de crise et de pauvreté, des conflits (conflits armés, fonciers ou familiaux) ; dans son implication pour cette production, la femme s'est révélée active dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de fortune (93%), dans l'agro-alimentaire (85%), dans la couture et la vente de biens de détails (70%); dans la réalisation de sa production, elle a joué un triple rôle, reproductif dans sa responsabilité de la procréation, productif dans le maintien de la survie du ménage (débutant tôt ses activités, déjà vers 4h du matin, et les achevant bien tard, vers 23h), communicatif dans le souci d'entretenir essentiellement sa clientèle. L'impact économique et social de l'activité de la femme se bute souvent : au cercle familial, au budget auquel elle contribue, à la sécurité physique et matérielle ; elle est parfois victime de gangstérisme, de viols ou d'autres formes de violences. Dans la perspective de rééquilibrage, la femme, constitue la cheville ouvrière du secteur informel.

En conclusion, la conférencière a relevé le fait que la femme soit productrice de revenu n'est pas synonyme de son autonomisation économique. Aussi devrait-elle se préoccuper de sa formation et de son éducation pour concourir à la reconversion de mentalités.

Cette conférence fut aussitôt été suivie de la projection d'une vidéo enregistrée par BD sur une femme à Kinshasa :

Astrid est vendeuse de jus dans une boutique. Mais elle a été victime d'une agression par une bande de "Kuluna". Ils lui ont ravi une bonne partie de son fonds de commerce avec lequel elle pourvoyait à la subsistance de la famille (frais d'études de ses frères et sœurs cadets, ration alimentaire, ...).

Pour faire face à cette situation, elle devait recommencer, en recourant à des prêts d'argent dont elle recueillait les bénéfices et remonter tant soit peu ses activités.

Ensuite il y a eu la présentation faite par Madame Marceline Kisita, sur *l'impact économique des conflits sur les femmes*. Expérience de RODHECIC

Son exposé a porté sur deux points: la présentation du Rodhecic et son propre récit de vie.

Rodhecic est une plate-forme d'ONG qui a pour objectifs : La promotion des droits humains en RDC et l'exécution des projets dans le domaine de l'éducation civique et électorale.

Les activités de ce réseau sont la production et la publication des dossiers de presse, la production d'outils de formation et de sensibilisation sur l'éducation civique et électorale, l'élaboration du feuillet *Femme Debout et Biso Basi*, la production des rapports de monitoring sur les droits économiques et sociaux, l'élaboration des modules de formation sur les droits des paysannes et paysans.

« Le conflit est un choc »

Elle a défini le conflit comme un choc, une lutte ou une mésentente qui entraîne des violences et des escalades destructrices. Le conflit est inhérent à la nature humaine. Les communautés entières subissent les affres des conflits armés. La femme et la jeune fille, vu leur sexe et leur statut sont souvent des victimes. Mais les conflits peuvent parfois se révéler nécessaires au changement dans la société, dans le sens où ils peuvent faire évoluer, d'une certaine mesure, la société.

Elle enchaîna cette argumentation avec son expérience personnelle, du gain qu'elle a su tirer des formations à des activités génératrices de revenus que le Rodhecic a pu apporter aux femmes du Congo lors des crises politiques et des conflits socio-économiques que le Congo a connus au cours de la décennie 1990 ; particulièrement les pillages de 1991 et 1993. C'est durant cette période de crise, lorsque son mari perdit son emploi, qu'elle s'est mise à développer des activités pour survivre aux besoins de son ménage.

Comme conclusion, elle donna quelques recommandations dans le sens d'une interpellation d'abord à la femme ou la jeune fille à savoir jouer effectivement et efficacement son rôle pour la survie et le bonheur de la famille, ensuite à l'homme ou au jeune garçon à reconnaître les qualités et le rôle de la femme et de la jeune fille en famille, et enfin aux décideurs politiques à apprendre à éviter les conflits, sinon à les gérer pour le bien-être de la population. Car, si les conflits sont inhérents à la nature de l'homme sur terre, l'essentiel est de savoir les résoudre pour favoriser le retour de la paix au sein de la communauté, au sein de la famille.

Sa présentation fut suivie de deux vidéos des témoignages de deux femmes appartenant à des aires géographiques différentes de la RDC, le Kasai et le Kivu. Ces témoignages relèvent les situations dont ces femmes ont été victimes et à qui les ONG précitées ont témoigné de la sollicitude.

« *J'ai tout perdu* » (Une femme de Kabeya-Kamuanga)

Aux Kasai, un conflit désormais nommé le phénomène Kamuena Nsapu, a durant une année créé une terreur généralisée dans la population.

A Kabeya-Kamuanga une femme, agricultrice, fut une des milliers des victimes. Elle aussi avait fui les violences pour se cacher dans la forêt. Son mari fut tué. Ses enfants aussi. A son retour, elle avait tout perdu. Elle quitta son milieu de vie pour vivre près de sa parenté et recommencer ses activités agricoles. Pour sa réinsertion, elle bénéficia d'une assistance en équipements du BD (bâche, semences agricoles et matériels aratoires) pour monter sa petite activité agricole.

« Le conflit est vraiment une mauvaise choses » (Une femme du Kivu)

Elle était chef d'avenue et plaidait contre les abus commis sur gens pour qui était responsable. Lorsque le chef de son quartier fut assassiné, elle fut rendue responsable de ce meurtre et fut emprisonnée durant presque une année.

A son retour de la prison, elle avait tout perdu. Tous ses biens, y compris sa maison, avaient été vendus pour sa libération. Les personnes qu'elle encadrait étaient dispersées. Les enfants sont restés deux ans sans aller à l'école. Elle a des difficultés pour payer les minervaux, et pour les nourrir.

Cette situation a affecté sa vie personnelle: elle a perdu sa réputation, vie dans l'anxiété que quelque chose lui arrive à elle ou à son mari.

Les vidéos furent commentées par le professeur Nkumu Frey, enseignant au département d'Anthropologie et Député National originaire de la Province du Kwilu. Selon lui, les violences qui résultent des conflits font subir à la femme et à la jeune fille (pourtant point focal de l'activation du développement) des traumatismes considérables. Il en impute la responsabilité à l'Etat, c'est-à-dire aux dirigeants qui doivent s'occuper de la gestion du pays en évitant des guerres.

Il en appelle aux structures d'organisation sociale et caritative à accompagner la femme ou la jeune fille pour une bonne prise en charge (dans la construction de villages ou des maisons de passage, en lieu et place de routes, qui ne sont pas toujours moteur du développement), et à amener celle-ci à faire preuve de responsabilité pour ne pas être perçue elle-même comme la cause de son malheur. Il insista aussi sur le changement des mentalités.

Débat

Après ce commentaire, un panel formé des intervenants précités (madame Ingrid Mulamba, madame Marcelline Kisita, professeur Nkumu Frey) auxquels s'était joint Maître Charis Basoko (chargé de plaidoyer politique à RODHECIC) allait répondre aux questions de l'assistance dans un débat, dirigé par le Modérateur.

Voici en quelques questions :

Qu'est-ce que les conférenciers pensent de l'allégation généralement répandue, selon laquelle la femme ne devrait pas évoluer seule car cela l'exposerait à la catastrophe (à l'exemple de l'allégorie de la chèvre de Monsieur Séguin. Faute de n'avoir pas suivi les avertissements de son maître, elle se fit dévorer par un loup) ? Que pensent les conférenciers sur le fait que les organismes de micro finances devraient accorder des prêts à la femme pour assurer la pérennité de leurs activités? Pourquoi ne pas avoir relevé dans les présentations le fait que la femme est aussi complice dans les cas de violences et agressions causées aux tiers par des bandes de "Kuluna", dans le sens que c'est elle que ces bandes utilisent pour inspecter sur les lieux d'opérations ou de la commission de leurs crimes et forfaits ? Comment

plaider encore pour la femme quand elle-même est en outre complice de sa situation misérable (exemple dans les réactions de désapprobation qu'une mère, une belle-mère même, une sœur, voire les voisines, afficheraient à la vue d'un homme qui serait en train de réaliser des travaux domestiques réservés culturellement à la femme) ? Quel est le lien entre les différentes communications présentées au cours de cette conférence ? Pourquoi dire que la route ne constitue pas le moteur ou le cerveau du développement alors que l'importance ou la place des routes dans le développement d'une région ou d'un pays est un moyen (cas, par exemple, de la Route Nationale n°1) qui permet l'évacuation des produits vers le centre urbain, ou même de la route que Madame Monique Van Meegeren a présentée dans une de ses diapositives et dont l'état laisse à désirer? Le conférencier auteur de ces affirmations ne devrait-il pas plutôt nuancer ?

Où est l'aspect de la protection juridique pour les femmes des restaurants de fortune ("Mamans Malewa") qui travaillent depuis 4 heures du matin jusqu'à plus tard, 23 heures par jour, alors que la législation du travail prévoit 8 heures de travail par jour ?

Voici, les réponses données par les panelistes:

Le Prof. Nkumu Frey a relevé qu'il a dit que la route n'est pas toujours un facteur de développement et non la route n'est pas un moteur de développement tel que le questionneur l'a suggéré. Par son assertion (la route n'est pas toujours un facteur de développement), il voulait montrer qu'on peut aussi exploiter les voies maritimes. Quant aux routes, elles devraient surtout profiter aux zones productives telles que l'ex-Province Orientale par rapport à la Province du Kongo-Central, axe "d'extravertisme" de l'économie congolaise. Ce qui peut expliquer qu'on trouve en RDC des routes là où "Il n'y a pas besoin de routes" et là où le besoin de routes se fait sentir, "on n'en trouve point".

En outre, la responsabilité d'entretenir la route ne revient pas qu'à l'Etat ; elle revient aussi aux paysans.

Quant à la situation sociale de la femme, il y a lieu de penser que le problème de la femme, c'est aussi la femme elle-même. A ce sujet, le Modérateur se mêla à la discussion en relevant que si l'on peut penser que la route n'est pas toujours un facteur de développement d'un pays, on ne peut pas imaginer le développement d'un pays sans routes !

De sa part, Madame Ingrid Mulamba Feza donna une réaction en rapport avec la fable de la chèvre de Monsieur Séguin. Pour elle, il y a lieu de relever que la femme est libre d'aspirer à l'épanouissement de sa personne. De plus, le fait que la femme se lance dans les activités génératrices de revenu est une question de la survie de la famille; le mari pouvant aussi être dépourvu de moyens.

Par rapport à la complicité de la femme dans sa victimisation, il y a lieu de reconnaître que la femme est tout aussi victime que sujette des situations de violences. Une thèse doctorale soutenue à l'Université de Kinshasa, avait porté sur les dilemmes socio-économiques de la femme. A propos des tâches domestiques autrefois réservées à la femme, un homme au ménage peut tout aussi bien le faire. Il le ferait pour le bien de sa famille, pour son harmonie, et même en sa qualité de l'autre moitié de la femme. La femme congolaise a de plus en plus de l'estime envers elle-même en tant que femme. Elle est néanmoins appelée à développer ses capacités par des formations dans des approches culturelles et ce, en lui fournissant du matériel, de l'outil nécessaire.

Quant à l'aspect de la protection sociale de la femme, vu qu'elle travaille durement et trop longtemps, il existe en RDC une politique de protection sociale, même si certains cas ne sont pas encore suivis scrupuleusement (cas de Mutuelle de santé, etc.). Mais dans les entreprises, cela est de plus en plus suivi. Il appartient toutefois au Gouvernement de s'y mettre et de compléter cet arsenal à l'aide des travaux des assemblées délibérantes

Pour Madame Marceline Kisita, par rapport à l'approche genre et suivant l'intégration genre, si l'homme aime son épouse, ses enfants, sa famille, il ne devrait éprouver aucune gêne à laver la vaisselle de sa maison.

Pour Monsieur Charis Basoko, à la préoccupation de savoir qui empêche à la femme de s'émanciper, l'on peut bien voir que cette préoccupation concerne autant les hommes que les femmes. L'on ne devrait pas privilégier la conception phallogratique. Par exemple, l'homme qui est gêné de faire la vaisselle dans sa maison parce qu'il est en Afrique, au Congo ; que ferait-il alors dans le cas où il pourrait se trouver dans un autre environnement (Europe, ...)?

Remerciements et Clôture de la conférence

Le débat s'annonçait houleux et risquait de déborder le cadre et temps impartis à la conférence. C'est ainsi que le modérateur invita la professeure Julie Ndaya, Coordinatrice des Conférences, à donner le mot de remerciement. Elle a remercié tous les participants d'avoir consacré leur temps à cette activité qui marque l'établissement des connections nécessaires entre le monde académique et les associations de terrain. Elle remercia particulièrement l'organisation Broederlijk Delen, en la personne de sa représentante au Congo, Monique van Meegeren pour la bonne collaboration et à travers elle le Chargé des programmes pour le Congo Luk Verbeke pour avoir créé la connexion.

Elle remercia aussi particulièrement les conférenciers, les autorités académiques, décanales et départementales, et en particulier les membres de COCA (Comité d' Organisation des Conférences au département d'Anthropologie) pour leur engagement inconditionnel.

Clôture

Le Vice-Doyen chargé de la Recherche à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, le Professeur François Palama a clôturé la conférence. Dans son mot de clôture, il a félicité le Département d'Anthropologie pour l'activité ainsi organisée et encouragé à continuer.

Il a tenu à signaler que le Département d' Anthropologie regorge de plus d'enseignants femmes que d'hommes. Cette discipline constitue pour sa part une discipline ignorée du public congolais. Toutefois, ce Département demeure l'un de ceux les plus visités par des chercheurs étrangers ; d'où la nécessité d'une diffusion large de l'information à ce propos, en vue de recueillir une adhésion importante au sein de notre jeunesse.

En Bref

Les interventions ont confirmé les termes de référence de la conférence, suivant lesquelles la femme a un grand rôle dans la production des biens de consommation mais qu'il y a beaucoup de facteurs qui vulnérabilisent la majorité de femme congolaise (déficit de l'éducation; l'inaccessibilité au crédit et les conflits. Les différents conflits qui ont lieu en RDC ont des conséquences néfastes sur les femmes congolaises. Et l'application des instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux en faveur de la promotion du genre en RDC est insignifiante.

Il a été recommandé dans cette conférence, dans la ligne des autres organisées par le Département d'Anthropologie depuis presque quatre ans de développer et d'intensifier des synergies entre le monde académique et les ONG/acteurs de terrain pour concilier la théorie à la pratique. Ceci permet de s'ouvrir mutuellement les horizons et d'introduire les étudiants, la jeunesse d'avenir aux questions qui touchent au quotidien les Congolais.